

PARENTS DES MARINS PRIS EN OTAGES :

«Nos enfants ont la force de supporter cette épreuve»

Selon un marin, les uns après les autres, les membres des familles des 16 marins algériens se trouvant à bord du navire le *Blida* se sont rendus hier dans la matinée à la direction d'IBC, filiale de la Cnan. Ils sont ressortis sans avoir obtenu la moindre information sur leurs proches. L'angoisse se lisait dans leurs yeux, ils s'accrochent toutefois à l'espoir que les leurs reviennent au pays sains et saufs. Présent sur les lieux, un marin qui a quitté le *Blida* parmi l'équipe qui a été relevée à Oman, avoue que lors de six passages du navire par la zone en question, des chalutiers suspects ont été observés au loin sans qu'ils s'approchent pour autant du vraquier.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le marin Barraouène s'inquiète pour ses compagnons. Son équipe a été relevée au sultanat d'Oman. Il a donc croisé les 16 marins avant leur embarquement. «Je leur ai conseillé, en plaisantant bien sûr, de faire attention aux pirates. Il faut aussi savoir que nous sommes passés par la zone où ils ont été surpris trois fois la coque vide et trois autres fois avec la cargaison.

Lors de ces passages, nous avons observé des chalutiers de 26 mètres avec 5 à 6 hommes à bord, à l'arrêt non loin du *Blida*, mais ils ne se sont à aucun moment approchés de nous», explique le marin. Il notera que l'attaque ne pouvait être possible qu'avec la coque du bateau pleine, du fait qu'il est plus facile à aborder. Ayant une pensée pour les marins du *Blida*, il confiera aussi que souvent ces bateaux ne signalent pas leur présence.

Les deux sœurs et la femme du marin Kahil quittent le siège d'IBC, les yeux rougis. Elles adoptent cependant une attitude sereine devant ce drame qui les touche de plein fouet.

Mais les larmes ne tardent pas à emplir leurs yeux dès qu'elles évoquent leur proche. «Cela fait un mois exactement qu'il est parti. Nous n'avons appris la nouvelle que dimanche par le

biais de la presse avant de recevoir un télégramme de la Cnan. Quand nous sommes arrivées ici, ils nous ont dit qu'ils n'avaient aucune information à nous communiquer du fait qu'eux-mêmes étaient sans nouvelle du navire. Nous sommes inquiets mais nous espérons qu'il va bien», confie la sœur du marin.

Les larmes aux yeux, sa femme acquiesce et exprime, elle aussi, son désarroi devant cette situation inhabituelle. Elles demandent, même à nous, des informations qui pourraient les aider



Photo : Samir Sid.

avant de se diriger vers leur véhicule, résignées. Quelques minutes plus tard, un autre véhicule s'arrête et une dame âgée, la mine défaite, en sort et s'engouffre à l'intérieur du siège d'IBC. Une parente de marin, commentent les personnes regroupées devant la porte. C'est à ce moment

que sortent les trois frères de M. M. (ses parents refusent qu'on divulgue son nom), habitant Saint-Eugène, à Alger, quittant l'immeuble.

Eux sont venus s'enquérir du sort de leur frère cadet, lui aussi figure parmi les otages. L'un d'eux a aussi été marin avant de

prendre sa retraite. «Je sais que tous les marins se trouvant à bord du *Blida* sont forts de caractère, on espère donc qu'ils auront le courage de survivre à cette épreuve. Notre frère trouvera la force de faire face à cette situation, nous en sommes sûrs», dira le frère du marin. Les trois frères du

marin vivent le calvaire depuis qu'ils ont appris la nouvelle.

«C'est notre cadet, et nous tenons beaucoup à lui...», ne s'empêche de lancer le plus grand des trois frères, les yeux embués. Une conversation s'engage avec la famille de M. M. et des marins se trouvant sur les lieux. «Nous avons effectué un stage sur la façon de réagir en cas d'attaque de bateaux pirates, mais dans ce cas, nous ne pouvons nous défendre. Nous savons notamment qu'en général, ils attaquent la nuit», témoigne un marin. Une autre famille quitte le siège d'IBC dont le jeune fils d'un marin âgé de cinquante et un ans.

Eux aussi, à l'instar des autres personnes présentes sur les lieux, n'ont pas obtenu d'informations et sont repartis inquiets en espérant un dénouement heureux à cette prise d'otages.

F.-Z. B.

PROCÈS NORDINE AIT HAMOUDA-MALIKA MATOUB

Malika Matoub
condamnée pour diffamation

Nordine Aït Hamouda, fils du colonel Amirouche, député et cadre militant du RCD, vient de gagner son procès, le troisième du genre, engagé pour diffamation contre Malika Matoub, la sœur du grand chanteur kabyle Matoub Lounès, assassiné le 25 juin 1998 à Beni-Douala.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - La cour d'appel de Paris a, en effet, par arrêté rendu le 17 novembre 2010, reconnu Malika Matoub coupable de diffamation envers Nordine Aït Hamouda et l'a condamnée. «Par arrêté du 17 novembre 2010, la chambre 2-7 de la cour d'appel de Paris (chambre de la presse) a

condamné M^{me} Malika Matoub à payer à M. Amrane (dit Nordine) Aït Hamouda la somme de 1 euro, comme demandé par le plaignant, à titre de dommages et intérêts pour avoir publiquement diffamé ce dernier lors d'une interview publiée en mai 2008 dans le magazine *Le Courrier de l'Atlas* et dans laquelle elle le met en cause

dans l'assassinat de Lounès Matoub commis en Algérie le 25 juin 1998. Condamne Malika Matoub à payer à Amrane Aït Hamouda la somme de 2000 euros sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale», lit-on dans le communiqué judiciaire publié à cet effet par la cour d'appel de Paris.

Commentant cette décision de justice, Nordine Aït Hamouda se pose la question de savoir «pourquoi le dossier Matoub Lounès traîne-t-il depuis douze ans ?»

Mais aussi «qui trouve intérêt dans l'entretien de la confusion d'un drame qui a endeuillé la Kabylie ?» Nordine Aït Hamouda reste convaincu qu'«en identifiant les bénéficiaires matériels et politiques de la prolongation du martyre de Lounès Matoub, on aura aussi démasqué les responsables du marasme actuel». Rappelons que Malika Matoub a été reconnue par deux fois auparavant coupable de diffamation envers Nordine Aït Hamouda. Elle a perdu deux autres procès

l'un à Alger, l'autre en France. Dans le premier procès qu'elle avait perdu en France, Malika Matoub a été condamnée à verser 8 000 euros à Nordine Aït Hamouda. Ce dernier dit s'être abstenu de faire exécuter alors cette décision de justice mais informe être décidé à le faire à présent. «Je vais charger un huissier de justice de faire exécuter les deux décisions de justice, celle ancienne et la présente que la cour d'appel de Paris vient de rendre.»

S. A. I.

BOUIRA

Un terroriste
abattu à Ahnif

Lundi, aux environs de 20 h, un terroriste, qui était à bord d'un véhicule volé, a été abattu par les éléments de l'ANP au niveau d'un barrage militaire dressé sur l'autoroute, au lieudit Timerghiwin, situé entre Ahnif et El-Adjiba, à 30 km à l'est de Bouira.

Selon les informations en notre possession, le terroriste qui venait du côté de Bordj-Bou-Arréridj, aurait été signalé aux militaires stationnés près de la bretelle d'El-Adjiba, qui ont aussitôt dressé un barrage sur l'autoroute.

Ce terroriste a été criblé de balles au moment où il tentait de foncer sur le barrage, dont la présence l'a vraisemblablement surpris.

Hier, le véhicule volé a été acheminé vers la brigade de la gendarmerie d'El-Adjiba et le corps du terroriste abattu a été transféré à Alger pour identification.

NOUVEAU PROJET DE CODE COMMUNAL

Le PT met en garde contre la
démocratie participative

Le Parti des travailleurs dit ne pas avoir de préjugés sur l'avant-projet de loi du code de la commune. Cependant, il dénonce le principe de la démocratie participative retenu dans cet avant-projet.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le PT ne veut pas encore s'opposer aux textes introduits dans l'avant-projet du code de la commune. Cependant, lors de sa réunion, hier, avec la commission nationale des élus pour étudier celui-ci, Louisa Hanoune n'a pas pu s'empêcher de critiquer certains points qu'elle juge négatifs.

C'est le cas du principe de la démocratie participative, qu'elle a qualifié de

«dangereux». Cet amendement stipule que les élus locaux devraient associer la population, ou ses représentants, aux principaux dossiers qui intéressent la commune. Mais selon la première responsable du PT ce principe, introduit par la Banque mondiale, va imposer une politique d'austérité aux communes.

Cependant, selon l'intervenante, le nouveau projet de loi du code de la commune a introduit d'importants changements, que le parti applaudit.

C'est le cas notamment du droit de préemption, de l'élargissement des prérogatives des élus à la gestion du foncier, ou encore de la réouverture

des entreprises publiques. Par ailleurs, parmi les éléments que le Parti veut voir introduits dans ce projet, figure le découpage administratif. C'est plus qu'une nécessité, estime le parti. «L'année 2011 doit être l'année du renouveau et de la composition politique», a suggéré Louisa Hanoune. Selon cette dernière, il est inconcevable que le pays continue de compter seulement 15 41 communes. «C'est très peu», dira-t-elle.

Le PT, qui plaide également pour la démocratie du mandat, suggère que les partis politiques aient les prérogatives pour retirer son mandat à un élu.

S. A.